

Le privé est politique... et économique ! Pour une économie politique du travail de gestation pour autrui

Marlène Jouan, Clémence Clos

DANS **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES 2020/2 Vol. 39** , PAGES 47 À 61
ÉDITIONS **ÉDITIONS ANTIPODES**

ISSN 0248-4951

DOI 10.3917/nqf.392.0047

Date de mise en ligne : 05/03/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2020-2-page-47?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Antipodes.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le privé est politique... et économique ! Pour une économie politique du travail de gestation pour autrui

Marlène Jouan et Clémence Clos

La pratique d'assistance médicale à la procréation désignée par l'expression « gestation pour autrui » (GPA) fait l'objet d'une conceptualisation disputée. Sur le principe, une femme accepte de porter un enfant dont elle ne sera pas la mère et qu'elle doit remettre, après l'accouchement, à ceux qu'on appelle ses « parents d'intention », le plus souvent un couple infertile hétérosexuel ou homosexuel masculin ; quand l'un-e ou les deux membres du couple ne peuvent pas être les parents génétiques de l'enfant, la réalisation de leur projet parental requiert de recourir à un don de gamètes. Cette pratique prend toutefois des significations variables dès lors que l'on tient compte non seulement des diverses formes sous lesquelles elle est susceptible de se dérouler en fonction de son encadrement juridique, mais aussi des géographies sociales, culturelles et économiques différenciées qui construisent le marché aujourd'hui mondialisé de la GPA, ainsi que l'expérience des actrices et acteurs impliqués dans ce marché. Par ailleurs, les jugements de valeur a priori qui informent régulièrement la description de la GPA, dans le débat public comme dans la littérature militante et académique, compliquent tant l'appréhension de cette expérience que la saisie de ses enjeux normatifs.

Parmi les différentes conceptualisations possibles (Stuvøy, 2018), celle qui identifie la GPA à un travail a fait émerger, depuis la fin des années 2000, ce que l'on peut aujourd'hui considérer comme un nouveau paradigme. Par là, il faut entendre une façon de problématiser, d'analyser et d'évaluer ce que font les femmes porteuses qui marque une double rupture : d'une part, avec le point de vue moral qui oriente traditionnellement l'analyse de cette pratique, d'autre part, avec les théories économiques qui sont généralement mobilisées pour appuyer sa prohibition ou sa réglementation. Pour des raisons liées à la teneur des arguments qui dominent le débat français (Gaille, 2016), ce nouveau paradigme ne s'y est guère fait entendre à ce jour. Aussi le premier objectif de notre contribution est-il de présenter les justifications de la thèse contemporaine de la GPA comme travail, qui revendique un féminisme nourri à la fois par le marxisme, par l'éthique du *care* et par le concept d'intersectionnalité. Cette thèse est cependant loin de faire consensus, y compris en dehors de nos frontières ; il est de fait tentant de la rabattre sur une apologie de la GPA commerciale ou sur une défense libérale de cette pratique. En se concentrant sur deux difficultés, la seconde partie de notre contribution

ambitionne de montrer que c'est bien le refus de conceptualiser la GPA comme un travail qui se paie lourdement : sur le plan éthique à l'endroit de la reconnaissance des femmes porteuses, mais aussi sur le plan diagnostique quant à la compréhension des logiques économiques du capitalisme.

Conceptualiser la GPA comme un travail : un geste théorique et politique subversif

Un contexte : le développement de la GPA transnationale en Inde

L'idée que la GPA est un travail n'est plus aujourd'hui complètement neuve et originale : elle est centrale dans la littérature anthropologique et sociologique, essentiellement anglophone – même si elle trouve quelques échos en France (Löwy, Rozée et Tain, 2014) – et produite depuis une dizaine d'années désormais. Au seuil d'un bref ouvrage devenu une référence à la fois critique et pédagogique, la GPA est caractérisée comme « une forme de *travail industriel* que les économistes et les sociologues de l'économie n'ont à ce jour pas prise en compte dans leurs discussions portant sur l'externalisation [*outsourcing*]¹ », alors même qu'elle représente « un segment très lucratif et croissant du marché mondial du tourisme médical » (Winddance Twine, [2011] 2015: 1)². Anticipée dans plusieurs articles de presse (Haworth, 2007 ; Hochschild, 2009 ; Warner, 2008), cette thèse fut initialement formulée pour analyser la pratique de la GPA commerciale transnationale qui se déploie en Inde depuis 2002, dans l'objectif de rendre compte tant de la nature de l'activité accomplie par les femmes porteuses indiennes que des logiques symboliques et économiques dans lesquelles elle s'inscrit. Deux articles parus en 2009, issus d'enquêtes qualitatives menées dans des cliniques de fertilité basées à Anand, dans l'État du Gujarat, peuvent être considérés comme fondateurs.

La contribution d'Amrita Pande (2009) cherche explicitement à contourner les approches éthiques ou bioéthiques qui, depuis l'émergence de la GPA commerciale aux États-Unis et en Europe dans les années 1980, dominent largement les discussions académiques et les débats publics. Elle juge en effet ces approches inadaptées au contexte d'un pays tel que l'Inde, pour des raisons qui ne sont pas sans rappeler celles que Karl Marx adressait aux normes morales (Renault, 2002) : d'une part, leur position de surplomb qui les tient éloignées des conditions d'existence des femmes porteuses comme des récits

1. En économie, l'externalisation désigne classiquement une stratégie industrielle de sous-traitance et de délocalisation partielle des activités d'une entreprise, dans un objectif assumé de réduction des coûts de production et, de façon moins officielle, d'évitement des règles du droit du travail. Par extension, l'externalisation peut aussi être le fait d'individus déléguant au marché, à une échelle locale ou internationale, la prise en charge d'activités traditionnellement effectuées dans le cercle familial ou intime (Hochschild, 2013).

2. Les citations sont traduites par nos soins.

Le privé est politique... et économique!

Pour une économie politique du travail de gestation pour autrui

Marlène Jouan et Clémence Clos

qu'elles font de leur propre expérience, d'autre part, l'universalité parfois douteuse des catégories normatives qu'elles mobilisent, accusées de véhiculer une attitude paternaliste à l'endroit des femmes porteuses des pays en voie de développement. Par contraste, Pande découvre dans la GPA une nouvelle forme de travail de *care* qui, en vertu de sa proximité culturelle avec le travail du sexe, est hautement stigmatisée et tombe donc également dans la catégorie du « sale boulot » élaborée par le sociologue Everett Hughes ([1962] 2010). Que les femmes porteuses indiennes ne mobilisent pas elles-mêmes le langage du travail ne réfute pas la pertinence de cette conceptualisation, mais au contraire la confirme. En effet, Pande montre que l'effacement de l'identité de travailleuse au profit de celle de bonne mère de famille – désintéressée, loyale et aimante – résulte, de façon contre-productive pour leur positionnement social vis-à-vis tant des parents d'intention et des cliniques qui les emploient que de leur propre entourage familial, des stratégies discursives et relationnelles que les femmes porteuses développent pour résister à la stigmatisation qui alimente le mythe de leur « jetabilité [*disposability*] » (Wright, 2006).

Intéressée par les conditions qui ont rapidement fait de l'Inde une plaque tournante du marché mondial de la GPA, Kalindi Vora (2009) mobilise conjointement les catégories de « travail affectif » et de « travail biologique ». La première cerne le travail de soin accompli par les femmes porteuses pendant la gestation, soin du fœtus, mais aussi soin d'elles-mêmes, qui est destiné à la reproduction d'autres vies que les leurs et structurellement posées, en termes de race et de classe, comme supérieures aux leurs – celle des parents d'intention, de leur famille et de leur communauté. Quant à la seconde catégorie, elle entend mettre en avant à la fois l'intention engagée tout au long du processus de gestation pour d'autres que soi et la mobilisation des ressources biologiques nécessaires au développement *in utero* d'un-e enfant, soit l'énergie vitale qu'il coûte aux femmes porteuses. La grossesse n'étant habituellement pas pensée comme une activité dont l'accomplissement exige un effort continu, cet investissement psychique et physique est en effet moins apparent dans la GPA que dans d'autres formes ordinaires de mise au travail des corps. Surtout, il fait l'objet d'une invisibilisation dont les femmes porteuses indiennes sont une cible privilégiée, opératoire à travers la désubjectivation et la désincarnation de leur « ventre ». Là encore, le langage du travail ne prétend pourtant pas traduire directement le point de vue en première personne des femmes porteuses. En revanche, il permet de dévoiler les processus capitalistes d'appropriation et d'aliénation par lesquels, dans la GPA commerciale, certaines vies humaines deviennent directement productives, porteuses de valeur d'échange et sources de profit.

Une triple justification : dévoiler, reconnaître, politiser

Pande et Vora ont conscience d'effectuer, en saisissant la réalité indienne de la GPA comme un travail, un geste théoriquement subversif. Elles justifient le

geste et minimisent la subversion en situant cette activité dans la continuité d'autres formes de travail qui, outre leur assignation selon des hiérarchies de classe, sont historiquement genrées et racialisées : à l'arrière-plan de leur description se déploie le travail formel ou informel, payé ou non, des nourrices, des servantes et des travailleuses domestiques, mais aussi des travailleuses du sexe, aujourd'hui partie prenante de la division internationale du travail (Ehrenreich et Hochschild, 2003 ; Falquet *et al.*, 2010 ; Parreñas, [2001] 2015). Elles incluent donc les services de gestation contractualisés et assistés par les nouvelles techniques de procréation dans le concept de travail reproductif, et plus précisément de reproduction sociale, déjà thématiqué par les féministes marxistes des années 1970, puis revisité pour articuler l'oppression de race à celle de genre (Glenn, [1992] 2009). Développée dans leurs travaux ultérieurs (Pande, 2014 ; Vora, 2015a), cette grille de problématisation a été adoptée par d'autres anthropologues et sociologues, toujours à propos de l'Inde (Deomampo, 2016 ; Majumdar, 2018 ; Rudrappa, 2015), mais aussi en contexte étatsunien (Jacobson, 2016) ; elle est plus largement utilisée pour saisir, au niveau de la bioéconomie globalisée, les modalités de transfert de fertilité du Sud vers le Nord (Cooper et Waldby, 2014 ; Waldby et Cooper, 2015).

Prises ensemble, les contributions qui s'emparent aujourd'hui du concept de travail pour penser la GPA le font au nom d'une triple intervention³. Une intervention analytique tout d'abord, qui se décline elle-même en deux moments. D'une part, il s'agit de restituer l'inscription effective de la GPA dans les rapports économiques de l'offre et de la demande, ainsi que sous les divers régimes d'encadrement et d'organisation qui caractérisent typiquement le marché du travail salarié, en particulier à l'échelle, informelle et marginalisée dans la version officielle de l'économie, des « contre-géographies de la mondialisation » dépliées par Saskia Sassen (2000). D'autre part, il s'agit de mettre au jour les efforts corporels et psychiques investis dans cette activité ainsi que la captation de sa valeur, au détriment des femmes porteuses, par les industries privées et les politiques étatiques de la reproduction. L'identification de la GPA à un travail cumule ainsi un constat de fait et une revendication de droit, de façon à révéler en cette pratique la réunion de l'emploi lucratif et de la gestation, que l'on tient pour « distincts, et même mutuellement opposés, dans l'économie politique conventionnelle » (Waldby, 2012: 267).

En second lieu, cette identification se présente comme une intervention éthique autour d'un enjeu de reconnaissance. Elle conteste alors tant les arguments universalistes qui concluent à l'immoralité intrinsèque de la GPA et encouragent *nolens volens* sa stigmatisation que les dispositifs genrés et racialisés de naturalisation de l'activité accomplie qui démonétisent sa valeur en faisant de la gestation un processus biologique sans sujet ou dont le sujet est interchangeable. Mais la reconnaissance par le travail vise aussi à débouter

3. Pour une présentation plus développée, voir Jouan, 2020a.

Le privé est politique... et économique!

Pour une économie politique du travail de gestation pour autrui

Marlène Jouan et Clémence Clos

la victimisation dont les femmes porteuses – et plus spécifiquement celles du «Tiers-Monde» (Mohanty, [1988] 2009) – font l’objet depuis une attribution catégorielle et essentialisante de vulnérabilité. Plutôt que de surdéterminer celle-ci comme «passivité fragile et impuissante» faisant par définition obstacle à l’autonomie des femmes porteuses (Cressens et Knüfer, 2020), elle la rend au contraire compatible avec une capacité de choix et de négociation des options qui sont les leurs en situation contrainte, ainsi que de travestissement des scénarios qui effacent complètement leur place dans les familles qu’elles contribuent à faire advenir.

Enfin, à ces deux interventions s’ajoute une intervention politique, qui prend à partie le statut juridique dérogoire conféré aux secteurs d’activité censés échapper au marché pour être régis par le seul principe du don gratuit, par excellence ceux impliquant le commerce des parties et substances du corps humain. Ce statut est doublement accusé: d’entraîner, avec les stratégies d’externalisation déjà évoquées, la prolifération de zones de non-droit; et d’être tributaire d’une conception de l’altruisme à la fois idéalisée et aveugle à sa construction sociale comme vertu spécifiquement féminine. Par contraste, la conceptualisation de la GPA comme travail entend appuyer un activisme des femmes porteuses elles-mêmes concernant les conditions d’exercice et de contrôle, mais aussi de mise en récit et de rétribution des services qu’elles rendent. Elle permet d’articuler leurs revendications à d’autres luttes collectives et mouvements sociaux de travailleuses et travailleurs pour plus de droits et de justice sociale (Kotiswaran, 2014), ainsi que, à l’instigation du féminisme noir, pour la justice reproductive (Lewis, 2018)⁴.

Une thèse contestée

Comme l’illustre à nouveau le cas de l’Inde, où la GPA commerciale est désormais interdite au profit de sa seule version altruiste et domestique à destination de couples hétérosexuels⁵, force est de constater que cette conceptualisation n’a eu, pour l’heure, que peu d’effets sur les politiques d’encadrement de la GPA.

4. Le concept de justice reproductive a été introduit par un groupe de femmes afro-américaines lors de la Conférence internationale sur la population et le développement qui s’est tenue au Caire en 1994, avant d’être développé dans les années suivantes par le collectif SisterSong. Parfois indûment assimilé aux concepts plus familiers de droits reproductifs et d’autonomie reproductive, il va bien au-delà de l’alternative pro-choix/pro-vie qui domine le débat sur la contraception et l’avortement et qui a invisibilisé les injustices reproductives subies par les femmes considérées, sur un plan symbolique et matériel, comme des mères illégitimes. Pour une brève présentation, voir Ross, 2006 et, pour une introduction plus substantielle, Ross et Solinger, 2017.

5. L’accès à la GPA en Inde a été progressivement restreint depuis 2013, où il est d’abord fermé aux couples homosexuels, jusqu’à l’adoption, en décembre 2018 par le parlement, de la Surrogacy (Regulation) Bill de 2016, qui exclut également les couples étrangers, qui exige que la femme porteuse soit une parente des parents d’intention et qui interdit sa rémunération. Pour des réactions négatives à ces restrictions, chez les femmes porteuses indiennes et les chercheuses engagées sur le terrain, voir Huber, Karandikar et Gezinski, 2017; Pande, 2015, et Rudrappa, 2018.

À l'exemple des campagnes lancées en 2015 par les collectifs « Stop Surrogacy Now » et « No Maternity Traffic », elle en a eu peu, également, sur les discours militants qui plaident en faveur d'une abolition universelle de cette pratique. Mais elle est aussi contestée dans le milieu académique. À tout le moins s'interroge-t-on sur la pertinence du concept de travail pour envisager une régulation nationale et internationale du marché de la GPA et, par là, sur l'opportunité, pour une meilleure protection des femmes porteuses, d'une application du droit du travail à cette pratique (Bassan, 2018 ; Catto, 2013). Surtout, la conceptualisation de la GPA comme travail n'a pas débouté les deux principales critiques adressées à cette pratique, celle de la marchandisation et celle de l'exploitation, qui sont d'ailleurs souvent confondues (Panitch, 2013)⁶. La première continue de décrire plus volontiers la GPA comme une location ou une vente d'utérus que comme un travail, ou bien comme un travail à ce point spécial qu'il devrait par définition demeurer hors de la sphère prédatrice du marché (Ekman, 2013 ; Lafontaine, 2014 ; Segalen, 2017). Quant à la critique de l'exploitation, qui ne cible pas tant la nature de cette activité que les circonstances dans lesquelles les femmes porteuses sont amenées à s'y engager, elle reproche à cette conceptualisation d'entériner ou de tendre à entériner les injustices structurelles constitutives de son exercice, et de favoriser des formes superficielles d'autonomie individuelle (Bailey, 2011 ; Cherry, 2014 ; Gupta, 2012 ; Saravanan, 2016).

Sur le fond, ces critiques s'appliquent également à la défense libérale de la GPA commerciale qui, dès la fin des années 1980, s'est appuyée sur le droit des femmes à disposer de leur corps pour niveler les différences entre la GPA et d'autres activités salariées. Il n'est pourtant jamais question d'encourager un simple « laissez-faire » du marché en la matière : cette défense n'implique pas d'adhérer à l'impérialisme économique porté par la théorie néoclassique, associée notamment aux travaux de Gary Becker (1964), et plus généralement par l'économie standard. On est donc loin de l'idéal ou de l'hypothèse d'une « marchandisation universelle », dont l'individualisme méthodologique évacue toute notion substantielle de pouvoir et où tout ce à quoi les gens accordent une valeur, y compris leurs relations sociales, peut être décrit en termes monétaires et faire l'objet d'un échange marchand. Ironiquement, ce sont les critiques de la marchandisation adressées à la GPA qui, tout en se revendiquant de Marx, souscrivent parfois à cette hypothèse de façon absolument acritique : soutenir que la GPA constitue le point d'orgue d'une extension sans limites du marché, jusqu'à la vie même dans ce qu'elle a de plus intime et organique, revient en effet à reconduire les présupposés théoriques du processus dénoncé (Zelizer, [1988] 1992). L'identification de la GPA à un travail permet au contraire de justifier ce que Margaret J. Radin (1996) a envisagé au titre de « marchandisation partielle » de cette activité, afin de refléter les

6. Pour une mise en évidence du moralisme qui sous-tend la critique de la marchandisation quand, par contraste, la critique de l'exploitation problématise la GPA sous l'angle de la justice sociale, voir Jouan, 2020b.

valeurs plurielles qui sont investies dans les interactions en jeu et de garantir le respect des personnes impliquées.

Les travaux de Deborah Spar (2005) s'inscrivent pleinement dans cette posture : la mobilisation du concept de travail permet à l'économiste, qui reconnaît que le marché de la GPA prospère *de facto* sur les inégalités qui caractérisent de façon systémique le commerce mondial, d'en appeler à sa régulation étatique, tant à l'échelle domestique qu'internationale, afin d'éviter ou de minimiser l'exploitation des femmes porteuses. Sur le plan théorique, une telle position relève de l'analyse proposée par les économistes institutionnalistes hétérodoxes (Chavance, 2012), dont on a souligné les convergences épistémologiques avec le féminisme (Morel, 2007) et qui prolongent les travaux de Karl Polanyi ([1944] 1983), pour qui le marché n'est pas autorégulateur, mais « encastré » dans la société et donc subordonné à des institutions non économiques. Toutefois, on ne s'interroge alors pas véritablement sur la nature du travail de GPA en dehors de la forme capitaliste dans laquelle il est aujourd'hui enchâssé, si bien que la portée heuristique de cette conceptualisation se réduit à une forme d'instrumentalisme justifiant l'intervention des pouvoirs publics sur les marchés, en lieu et place d'une prohibition qui ouvrirait les vannes d'une pratique clandestine⁷. Le paradigme que nous avons présenté, qui prétend clairement à une plus grande radicalité, doit ainsi affronter deux questions. D'une part, quel est exactement le concept de travail qui est mobilisé lorsque l'on identifie la GPA à un travail ? D'autre part, la critique de l'exploitation appuyée sur cette identification intègre-t-elle suffisamment les injustices structurelles qui étaient la pratique de la GPA ?

Conceptualiser la GPA comme un travail : défis et perspectives critiques

Quel concept de travail ? Fécondité et limites de la méthode analogique

Au-delà de l'appel à un élargissement du concept de travail par rapport à celui qui est reçu en économie, la réponse à la première question n'est pas du tout évidente. La qualification de la GPA comme travail procède en effet largement par analogie avec d'autres formes ou dimensions du travail reproductif, thématiques en philosophie aussi bien que dans les sciences sociales, qui toutes échappent au paradigme traditionnel du travail productif salarié. Dans les travaux cités en première partie, on convoque le travail de *care* et le travail du sexe, mais aussi le travail « affectif » ou « émotionnel », ou encore

7. Ce manque se fait encore sentir dans les contributions parfois beaucoup plus ambitieuses et nuancées que celles de Spar : voir Choudoury, 2015 ; Kirby, 2014 ; Laufer-Ukeles, 2013.

le travail «immatériel», «intime», «relationnel», le «travail de l'amour», sans oublier le travail «biologique», le travail «vivant» ou «incorporé», le travail «clinique». Toutes ces catégories, souvent croisées les unes aux autres, cherchent à restituer d'une façon ou d'une autre la triple composante du travail de GPA : l'activité à la fois physique, psychique et sociale, qui est requise d'une part pour la reproduction *in vivo* de la vie, d'autre part pour la reproduction de la subjectivité – celle des femmes porteuses elles-mêmes comme de l'enfant et des parents d'intention – et qui, enfin, est requise pour la reproduction de familles, de communautés et de nations. L'analogie du travail de GPA avec d'autres formes de travail, pour certaines largement acceptées et pour d'autres disputées comme telles, tient alors tant sur le plan du contenu et du procès de travail lui-même que sur celui des structures historiques et contemporaines d'allocation et de (dé)valorisation de toutes ces formes de travail.

S'en tenir à cette analogie permet de rendre compte du fait que la qualification d'une activité comme travail comporte toujours une dimension politique, au sens étroit de ce qui relève de la législation et au sens large de l'organisation collective de la vie en commun. Comme l'a rappelé Alexis Cukier (2018) en renvoyant aux travaux féministes qui, dans les années 1970, ont sorti le travail domestique de son invisibilité sociale et économique (Hirata et Zarifan, 2004), le travail n'est en effet pas seulement un objet privilégié de l'activité politique qui le contrôle et le régule, il est aussi un moyen privilégié de l'activité politique, c'est-à-dire de la lutte pour le maintien ou au contraire la transformation des rapports sociaux existants. Pour autant, les débats de l'époque sur la rémunération du travail domestique, accusée de renforcer l'institutionnalisation de la division genrée du travail et de fournir au rapport social capitaliste un nouveau terrain d'investissement, indiquent que l'effort de politisation du concept de travail n'est pas à l'abri du risque d'économicisme et que l'extension du concept n'implique pas forcément sa reconfiguration (Himmelweit, 1995 ; Malos, [1980] 1995 ; Vandelac, 1981). Les théoriciennes qui considèrent aujourd'hui la GPA comme un travail ne tombent certes pas dans cet écueil : elles évitent clairement la saturation du concept de travail par sa dimension économique, notamment pour rendre compte du fait que la signification de ce qui est produit par les femmes porteuses n'est pas convertible dans sa valeur d'échange sur le marché, donc qu'on ne peut s'en acquitter dans la seule logique du contrat et en espèces sonnantes et trébuchantes.

Dans cette perspective, la GPA est bien une pratique qui donne à la vieille question de savoir «ce qui compte comme travail» une signification et une actualité nouvelles (Stoeckle, 2018). Néanmoins, une conceptualisation simplement analogique et donc flottante du travail de GPA laisse au moins deux problèmes en suspens. Le premier porte sur l'ultime pôle de l'analogie avec les diverses formes de travail reproductif : ne faudrait-il pas, dans les pas de Paola Tabet (1998) et comme nous y invitait l'appel à contribution de ce

Le privé est politique... et économique!

Pour une économie politique du travail de gestation pour autrui

Marlène Jouan et Clémence Clos

numéro, appliquer la qualification de travail à toute gestation? Qu'est-ce qui sépare en effet fondamentalement, outre leur rémunération, la gestation «pour soi» de la gestation pour autrui, si ce n'est que dans le second cas, les relations sociales qui sont générées – entre la femme porteuse, l'enfant et les parents d'intention – sont généralement désavouées et que l'on peut produire du profit sur ce désaveu (Lewis, 2016)? Le concept de travail «pro-créatif», élaboré pour saisir l'ensemble des tâches, des injonctions et des normes liées à l'engendrement ordinaire des êtres humains (Mathieu et Ruault, 2017), pourrait permettre de pallier cette difficulté. Le second problème se situe au pôle opposé du spectre sur lequel se déploie l'analogie, à savoir le travail productif salarié. Tout en contestant à leur tour la dichotomie entre travail reproductif et travail productif, les théoriciennes qui conceptualisent la GPA comme un travail tendent en effet aussi à la réifier.

D'un côté, les analogies auxquelles elles recourent récuse par définition l'idée d'une différence substantielle entre la GPA et d'autres formes de travail reproductif: comme l'a suggéré Arlie R. Hochschild (2013), cette pratique produit alors un effet de loupe sur les multiples substitutions, dépendances et exploitations qui tissent l'entretien et la reproduction de nos vies au jour le jour comme d'une génération et l'autre. D'un autre côté, l'effet de loupe ne se répercute guère sur le travail dit productif, comme si celui-ci n'était pas également problématique, comme s'il n'était pas aussi concerné par les multiples dimensions non quantifiables et non économiquement valorisables qui sont manifestes dans la GPA: ce travail productif semble surtout servir de contre-modèle. Pourtant, si l'analyse de la GPA est éclairée par l'application de la catégorie du travail, le mouvement inverse devrait aussi être conduit qui ferait de la GPA, au moins à titre heuristique, une ressource critique à l'endroit de l'organisation, de la signification et de la reconnaissance de tout travail, productif comme reproductif, et finalement de cette catégorisation dichotomique elle-même. On observe ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple dans la littérature, que les récits des femmes porteuses signalent «un refus de la logique réductrice du capital et du travail capitaliste» (Vora, 2015b: 136), à laquelle elles opposent des valeurs personnelles et sociales alternatives. Cette observation, aussi pertinente soit-elle dans le cas présent, est cependant loin de lui être spécifique: l'expérience de bien des travailleuses et travailleurs, y compris dans les secteurs les plus éloignés de la reproduction, signale un tel refus, largement documenté par la sociologie et la psychologie du travail (Dejours, [1980] 2008; Deranty, 2011; Sennett, [1988] 2010).

Quelle critique du capitalisme? Exploitation et reproduction

Reste la question des injustices structurelles auxquelles la conceptualisation de la GPA comme travail, quand bien même elle est indissociable de la reconnaissance de son exploitation, serait partiellement aveugle. On doit l'une des élaborations les plus incisives de cette difficulté à Kevin Floyd, qui

soutient qu'on ne peut pas à la fois identifier la GPA comme un travail et saisir rigoureusement les processus d'accumulation financière, caractéristiques de la mondialisation actuelle, qui conduisent à la relégation des populations les plus pauvres hors du marché de l'emploi : « [C]onsidérer la captation brutale de la substance biologique comme un travail ne minimise-t-il pas la violence structurelle d'un horizon global où règne l'exclusion des circuits du travail comme forme achevée de prolétarianisation ? » (Floyd, [2014] 2017: 254). Autrement dit, la GPA est moins une nouvelle forme de travail qu'une nouvelle forme de « dépossession » des femmes conditionnée à la privation de travail. S'il reste légitime, l'enjeu éthique de reconnaissance porté par la conceptualisation de la GPA comme travail serait alors contre-productif du point de vue critique. Expressément, la catégorie du travail reviendrait à normaliser une situation – *business as usual* – dans laquelle le capitalisme ne se contente plus de produire de la valeur et de générer du profit en exploitant la force de travail des individus. Là où les opportunités de travail salarié ne leur permettent pas d'assurer leurs conditions d'existence et où la voie de la migration n'est pas envisageable, il contraint en effet ces femmes à vendre directement leurs corps eux-mêmes – leurs capacités reproductives biologiques – en lieu et place de leur force de travail. Ce qui est gagné sur le plan éthique serait ainsi perdu sur le plan du diagnostic politico-économique.

Cette critique trouve un écho dans la conversation que Nancy Fraser et Rahel Jaeggi (2018) ont récemment consacrée à l'analyse du capitalisme et aux nouveaux outils théoriques nécessaires au déchiffrement des multiples crises qu'il traverse aujourd'hui. Dans ce cadre, Fraser développe une distinction conceptuelle, d'origine marxiste, entre exploitation et expropriation, afin notamment de rendre compte de la place spécifique de l'oppression raciale, nouée à celle de genre, dans la société capitaliste. La distinction s'appréhende d'abord à un niveau économique : tandis que l'exploitation nomme le régime « normal » de la production de la valeur dans le capitalisme, où les travailleuses et travailleurs vendent « librement » et contractuellement leur force de travail contre un salaire, l'expropriation est une confiscation brute non seulement de cette force de travail, mais aussi des êtres humains eux-mêmes – de leurs capacités sexuelles, reproductives et régénératives. Elle se déploie également sur un plan politique : tandis que les individus exploités sont porteurs de droits et bénéficient des protections de l'État, les individus expropriés, qui ne reçoivent pas de salaire leur permettant d'assurer leur propre reproduction, sont privés de toute liberté et protection politiques (Fraser et Jaeggi, 2018: 40-42). Historiquement, cette condition d'exproprié-e est celle des esclaves, des sujets colonisés, des péons, des criminels condamnés et des immigrés clandestins. Ce que suggère Floyd, c'est qu'elle serait désormais celle des femmes porteuses, du moins des femmes porteuses racisées du Sud, que la conceptualisation de la GPA comme travail aurait alors le défaut d'intégrer analytiquement dans les populations qui sont certes exploitées, mais seulement exploitées. Cette

conceptualisation méconnaîtrait, voire enjoliverait leur situation et serait donc faussement rédemptrice.

Il est vrai qu'elle produit un effet de légitimation. Pour autant, les continuités entre la GPA commerciale et l'expropriation historique du corps des femmes ne sont pas niées⁸. En outre, il ne s'agit pas d'entériner un fait accompli, mais bien de dénoncer ce que l'extension de la forme abstraite du travail à la gestation fait aux femmes porteuses, à savoir amputer leur activité de ses significations non économiques, de sa dimension expressive, ainsi que des attentes normatives qui s'y rattachent en termes de réciprocité de la part des parents d'intention, qu'elles-mêmes restituent d'ailleurs en mobilisant une autre conceptualité que celle du travail. La façon dont Floyd décrit la GPA, comme une extraction et une mise en circulation de la substance biologique ou de la matière première de leur corps, est de ce point de vue très problématique. En effet, elle procède à la même amputation et redouble ainsi la rhétorique des «ventres à louer» concrètement à l'œuvre dans l'organisation des circuits du «tourisme reproductif», où seul le produit de la location compte et où la prestataire du service est un réceptacle sans qualité, une variable indifférente dont il s'agit seulement de contrôler l'emploi optimal pour la venue de l'enfant (Vora, 2015a). En dernière instance, elle présuppose, plutôt qu'elle ne démontre, la nécessité de maintenir une extériorité entre, d'un côté, la reproduction biologique, assistée ou non par les biotechnologies et, de l'autre, l'ensemble des activités qui relèvent de la reproduction sociale. Alors que l'on saisit aujourd'hui largement ces activités – marchandes comme non marchandes, internationalisées comme domestiques – au titre du travail et plus précisément du continuum du «travail considéré comme féminin» et donc dévalorisé (Falquet, 2009), qu'est-ce qui justifie de positionner la GPA hors de ce continuum et d'en faire ainsi une exception ?

On peut au contraire soutenir que cette pratique joint les deux pôles du continuum en mettant au «premier plan» ce qui, dans l'économie, est habituellement tenu à l'«arrière-plan» et donc caché, cela doublement : d'abord par la focalisation sur la sphère superficielle de la circulation de la valeur marchande, dont fait partie l'échange de la force de travail contre un salaire, ensuite par la concentration sur la sphère plus profonde de la production, qui fait apparaître l'exploitation du travail et le mécanisme de la plus-value. Défendue par Fraser ([2014] 2018), une conception «élargie» du capitalisme dégage, derrière cet «antre secret» déjà dévoilé par Marx, la reproduction sociale comme l'une de ses «conditions de possibilité d'arrière-fond» sans laquelle le capitalisme ne pourrait pas fonctionner. Le titre du présent article anticipait une telle conception en parlant d'«économie politique» du travail de GPA pour désigner une tradition théorique qui, par contraste avec l'économie standard et une grande partie de l'économie hétérodoxe, tire aujourd'hui

8. Voir notamment Vora (2019), citant à cet effet les travaux de Silvia Federici ([2004] 2014).

ses ressources analytiques et critiques des apports des féministes matérialistes et postcoloniaux (Arruzza, Bhattacharya et Fraser, 2019). Il ne s'agit alors pas seulement de prendre acte du rôle du politique dans l'économie, ni d'intégrer l'économie dans une sphère politique dont elle n'a jamais été indépendante. Plus fondamentalement, une économie politique radicale se distingue en tant que science du conflit, c'est-à-dire des rapports antagonistes de classe, de genre et de race qui structurent intrinsèquement la société capitaliste en deçà de sa mécanique économique plus ou moins visible (Kim, 2018). Aussi prend-elle en compte de façon constitutive le problème de l'expropriation ou encore de la « surexploitation » (Cohen, 2018) de la reproduction sociale. Elle ne peut donc que déconstruire la distinction entre travail reproductif et travail productif qui, comme la GPA l'illustre de façon paradigmatique, est un artefact du capitalisme.

Conclusion

La conceptualisation de la GPA comme travail est un geste théorique et politique qui ne va pas de soi, d'une part parce qu'il s'écarte des arguments moraux habituellement mobilisés pour ou contre cette pratique, d'autre part parce qu'il s'adosse à une théorisation de l'économie capitaliste plus complexe que les approches qui étaient soit sa réglementation, soit sa prohibition. Notre contribution avait d'abord pour objectif de dresser un état des lieux des recherches développées au sein de ce nouveau paradigme. Les critiques qui lui sont adressées nous ont ensuite donné l'occasion de traiter deux difficultés : celle de la caractérisation du travail de GPA au sein du travail reproductif et par rapport au travail productif, puis celle de la sous-détermination des rapports capitalistes de subordination qui rendent cette pratique possible à l'échelle internationale. À l'aune d'une conception du capitalisme plus large que celle qui est traditionnellement adoptée, ces deux difficultés, étroitement liées l'une à l'autre, signalent finalement moins des failles de la conceptualisation de la GPA comme travail qu'elles ne révèlent sa fécondité critique. Écartons simplement, dans cette conclusion, un malentendu possible, suggéré par Kathy Weeks dans son ouvrage *The Problem with Work* (2011). Il faut reconnaître, en effet, que dans la « société du travail » qu'est la société capitaliste – une société où l'emploi rémunéré est la condition à la fois de la citoyenneté, de l'utilité sociale et de la vie bonne, où il conditionne non seulement notre participation au système économique, mais aussi aux modalités familiales, sociales et politiques de coopération, et où il colonise toujours davantage le temps et l'espace alloués à cette coopération –, qualifier une activité de « travail » peut facilement passer pour un éloge moral de l'activité en question. Dans ce contexte, révoquer toute lecture apologétique de la conceptualisation de la GPA comme travail requiert de prolonger les réflexions ici développées en direction du débat sur la place et le rôle que peut et devrait tenir le travail, quel qu'il soit, dans une perspective d'émancipation et de justice sociales. ■

Références

- Arruza, Cinzia, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser (2019). *Féminisme pour les 99%. Un manifeste*. Paris : La Découverte.
- Bailey, Alison (2011). «Reconceiving surrogacy: Toward a reproductive justice account of Indian surrogacy». *Hypathia*, 26 (4), 715-741.
- Bassan, Sharon (2018). «Surrogacy - On reproductive labor and labor law», conférence à l'École de santé publique de l'Université de Montréal, 29 octobre. En ligne : [https://www.lecre.umontreal.ca/16826-2/] (consulté le 8 août 2019).
- Becker, Gary S. (1964). *Human capital. A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. Chicago : University of Chicago Press.
- Catto, Marie-Xavière (2013). «La gestation pour autrui: d'un problème d'ordre public au conflit d'intérêts?». *La Revue des droits de l'homme*, 3. En ligne : [http://journals.openedition.org/revdh/201].
- Chavance, Bernard (2012). *L'économie institutionnelle*. Paris : La Découverte.
- Cherry, April L. (2014). «The rise of the reproductive brothel in the global economy: Some thoughts on reproductive tourism, autonomy, and justice». *Journal of Law and Social Change*, 17 (3), 258-289.
- Choudoury, Cyra Akila (2015). «The political economy and regulation of transnational commercial surrogate labour». *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, 48 (1), 1-65.
- Cohen, Jennifer (2018). «What's "radical" about [feminist] radical political economy?». *Review of Radical Political Economics*, 50 (4), 716-726.
- Cooper, Melinda et Catherine Waldbly (2014). *Clinical labor: Tissue donors and research subjects in the global bioeconomy*. Durham : Duke University Press.
- Cressens, Axelle et Aurélie Knüfer (2020, sous presse). «Présentation du dossier: Mobilisation de vulnérabilités». *Genre, Sexualité & Société*, 23.
- Cukier, Alexis (2018). *Qu'est-ce que le travail?* Paris : Vrin.
- Dejours, Christophe ([1980] 2008). *Travail, usure mentale*. Paris : Bayard.
- Deomampo, Daisy (2016). *Transnational reproduction. Race, kinship, and commercial surrogacy in India*. New York : New York University Press.
- Deranty, Jean-Philippe (2011). «Travail et expérience de la domination dans le néolibéralisme contemporain». *Actuel Marx*, 49 (1), 73-89.
- Ehrenreich, Barbara et Arlie R. Hochschild (2003). *Global woman: nannies, maids, and sex workers in the new economy*. New York : Metropolitan Books.
- Ekman, Kajsa Ekis ([2010] 2013). *Being and being bought: prostitution, surrogacy and the split self*. Melbourne : Spinifex Press.
- Falquet, Jules (2009). «Repenser la co-formation des rapports sociaux de sexe, de classe et de "race" dans la mondialisation néolibérale». In Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination* (pp. 70-90). Paris : PUF.
- Falquet, Jules, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Le Feuvre et Fatou Sow (dir.) (2010). *Le sexe de la mondialisation. Genre, race, classe et nouvelle division du travail*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Federici, Silvia ([2004] 2014). *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*. Genève : Entremonde.
- Floyd, Kevin ([2014] 2017). «"Mères porteuses" et marchandisation des tissus organiques: une bioéconomie mondialisée». In Félix Boggio Éwanjé-Épée, Stella Magliani-Belkacem, Morgane Merteuil et Frédéric Monferrand (éds), *Pour un féminisme de la totalité* (pp. 245-258). Paris : Éditions Amsterdam.
- Fraser, Nancy ([2014] 2018) «Derrière "l'autre secret" de Marx. Pour une conception élargie du capitalisme». *Les Temps Modernes*, 699, 2-24.
- Fraser, Nancy et Rahel Jaeggi (2018). *Capitalism. A conversation in Critical Theory*. Cambridge : Polity Press.
- Gaille, Marie (2016). «Le débat français sur la gestation pour autrui: une toile d'arguments moraux pour un acte controversé». *Les Cahiers de la justice*, 2, 289-302.
- Glenn, Eva Nakano ([1992] 2009). «De la servitude au travail de service: les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé». In Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination* (pp. 21-70). Paris : PUF.
- Gupta, Jyotsna Agnihotri (2012). «Reproductive biocrossings: Indian eggs donors and surrogates in the globalized fertility market». *The International Journal of Feminist Approaches to Bioethics*, 5 (1), 25-51.
- Haworth, Abigail (2007). «Surrogate mothers: Wombs for rent». *Marie Claire*, 29 juillet. En ligne : [https://www.marieclaire.com/politics/news/a638/surrogate-mothers-india] (consulté le 4 août 2019).
- Himmelweit, Susan (1995). «The discovery of "unpaid work": The social consequences of the expansion of "work"». *Feminist Economics*, 1 (2), 1-19.
- Hirata, Helena et Philippe Zarifan (2004). «Travail (le concept de)». In Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme* (pp. 243-248). Paris : PUF.

- Hochschild, Arlie R. (2009). «Childbirth at the global crossroads». *The American Prospect*, 19 septembre. En ligne : [https://prospect.org/article/childbirth-global-crossroads-0%252525252525] (consulté le 4 août 2019).
- Hochschild, Arlie R. ([2012] 2013). *The outsourced self. What happens when we pay others to live our lives for us*. New York : Picador.
- Huber, Sarah, Sharvari Karandikar et Lindsay Gezinski (2017). «Exploring Indian surrogate's perceptions of the ban on international surrogacy». *Journal of Women and Social Work*, 33 (1), 69-84.
- Hughes, Everett ([1962] 2010). «Les honnêtes gens et le sale boulot». *Travailler*, 24 (2), 21-34.
- Jacobson, Heather (2016). *Labor of love. Gestational surrogacy and the work of making babies*. New Brunswick : Rutgers University Press.
- Jouan, Marlène (2020a, sous presse). «Ce qui compte comme travail : la distinction entre travail productif et travail reproductif au prisme de la circulation transnationale de la gestation pour autrui». In Alexis Kukier, Katia Genel et Duarte Rolo (dir.), *Travail, psychanalyse et théorie critique*. Rennes : PUR.
- Jouan, Marlène (2020b, sous presse). «Contract pregnancy as a contested market: the enshrining versus subverting of capitalist valuation». In Élodie Bertrand, Marie-Xavière Catto et Alicia-Dorothy Mornington (dir.), *Les limites morales du marché*. Paris : Mare & Martin.
- Kim, Marlene (2018). «What is radical political economics?» *Review of Radical Political Economics*, 50 (3), 576-581.
- Kirby, Jeffrey (2014). «Transnational gestational surrogacy : does it have to be exploitative?» *American Journal of Bioethics*, 14 (5), 24-32.
- Kotiswaran, Prabha (2014). «Abject labours, informal workers: Revisiting the law's (re)production boundary». *feminist@law*, 4 (1). En ligne : [https://journals.kent.ac.uk/index.php/feministsatlaw/article/view/104].
- Lafontaine, Céline (2014). *Le corps-marché. La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie*. Paris : Seuil.
- Laufer-Ukeles, Pamela (2013). «Mothering for money: Regulating commercial intimacy». *Indiana Law Journal*, 88, 1223-1279.
- Lewis, Sophie (2016). «Gestational labors: Care politics and surrogates' struggle». In Susanne Hofmann et Adi Moreno (éds), *Intimate economies. Bodies, emotions, and sexualities on the global market* (pp. 187-212). New York : Palgrave Macmillan.
- Lewis, Sophie (2018). «International solidarity in reproductive justice: Surrogacy and gender-inclusive poly-maternalism». *Gender, Place & Culture*, 25 (2), 207-227.
- Löwy, Ilana, Virginie Rozée et Laurence Tain (2014). «Introduction au dossier: biotechnologies et travail reproductif. Une perspective transnationale». *Cahiers du genre*, 56, 5-18.
- Majumdar, Anindita (2018). «Conceptualizing surrogacy as work-labour: Domestic labour in commercial gestational surrogacy in India». *Journal of South Asian Development*, 13 (2), 1-18.
- Malos, Ellen ([1980] 1995). «Introduction». In Ellen Malos (éd.), *The Politics of Housework* (pp. 1-33). Cheltenham : New Clarion Press.
- Marx, Karl ([1867] 1993). *Le Capital*, Livre I. Paris : PUF.
- Mathieu, Marie et Lucile Ruault (2017). «Présentation : une incursion collective sur un terrain éclaté pour une approche matérialiste des activités liées à la production des êtres humains». *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 48 (2), 1-27.
- Mohanty, Chandra Talpade ([1988] 2009). «Sous le regard de l'Occident: recherche féministe et discours colonial». In Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination* (pp. 149-182). Paris : PUF.
- Morel, Sylvie (2007). «Pour une "fertilisation croisée" entre l'institutionnalisme et le féminisme». *Nouvelles Questions Féministes*, 26 (2), 12-28.
- Pande, Amrita (2009). «Not an "angel", not a "whore": Surrogates as "dirty workers" in India». *Indian Journal of Gender Studies*, 16 (2), 141-173.
- Pande, Amrita (2014). *Wombs in labor. Transnational commercial surrogacy in India*. New York : Columbia University Press.
- Pande, Amrita (2015). «Woman and labour». *The Indian Express*, 18 novembre. En ligne : [https://indianexpress.com/article/opinion/columns/women-and-labour] (consulté le 10 août 2019).
- Panitch, Vida (2013). «Surrogate tourism and reproductive rights». *Hypathia*, 28 (2), 274-289.
- Parreñas, Rhacel Salazar ([2001] 2015). *Servants of globalization: Women, migration and domestic work*. Stanford : Stanford University Press.
- Polanyi, Karl ([1944] 1983). *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris : Gallimard.
- Radin, Margaret Jane (1996). *Contested commodities. The trouble with trade in sex, children, body parts and other things*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- Renault, Emmanuel (2002). «La morale. La justice entre critique du droit et critique de la morale». *Philopsis*. En ligne : [https://www.philopsis.fr/IMG/pdf_morale-droit-renault.pdf].

Le privé est politique... et économique !

Pour une économie politique du travail de gestation pour autrui

Marlène Jouan et Clémence Clos

- Ross, Loretta (2006). «Understanding reproductive justice: Transforming the pro-choice movement». *Off our backs*, 36 (4), 14-19.
- Ross, Loretta et Rickie Solinger (2017). *Reproductive justice: An introduction*. Oakland: University of California Press.
- Rudrappa, Sharmila (2015). *Discounted life. The price of global surrogacy in India*. New York: New York University Press.
- Rudrappa, Sharmila (2018) «Reproducing dystopia: The politics of transnational surrogacy in India, 2002-2015». *Critical Sociology*, 44 (7-8), 1087-1101.
- Saravanan, Sheela (2016). «“Humanitarian” thresholds of the fundamental feminist ideologies: Evidence from surrogacy arrangements in India». *Analize*, 6, 66-88.
- Sassen, Saskia (2000). «Women’s burden: Counter-geographies of globalization and the feminization of survival». *Journal of International Affairs*, 53 (2), 503-524.
- Segalen, Martine (2017). «Pourquoi la gestation pour autrui dite “éthique” ne peut être». *Travail, genre et sociétés*, 38, 53-73.
- Sennett, Richard ([1998] 2010). *Le travail sans qualités*. Paris: 10/18.
- Spar, Debora L. (2005). «For love and money. The political economy of surrogacy». *Review of International Political Economy*, 12 (2), 287-309.
- Stoeckle, Anabel (2018). «Rethinking reproductive labor through surrogates’ invisible bodily care work». *Critical Sociology*, 44 (7-8), 1103-1116.
- Stuvøy, Ingvill (2018). «Troublesome reproduction: Surrogacy under scrutiny». *Reproductive BioMedicine and Society Online*, 7, 33-43.
- Tabet, Paola ([1985] 1998). «Fertilité naturelle, reproduction forcée». In *La construction sociale de l’inégalité des sexes. Des outils et des corps*. Paris: L’Harmattan.
- Vora, Kalindi (2009). «Indian transnational surrogacy and the commodification of vital energy». *Subjectivity*, 28, 266-278.
- Vora, Kalindi (2015a). *Life support. Biocapital and the new history of outsourced labor*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Vora, Kalindi (2015b). «Re-imagining reproduction unsettling metaphors in the history of imperial science and commercial surrogacy in India». *Soma-technics*, 5 (1), 88-103.
- Vora, Kalindi (2019). «After the housewife. Surrogacy, labour and human reproduction». *Radical Philosophy*, RP 2.04. En ligne: [<https://www.radicalphilosophy.com/article/after-the-housewife>].
- Waldby, Catherine (2012). «Reproductive labour arbitrage. Trading fertility across European borders». In Martin Gunnarson et Fredrik Svenaeus (éds), *The body as gift, resource, and commodity. Exchanging organs, tissues, and cells in the 21st century* (pp. 267-295). Södertörn University: Center for Studies in Practical Knowledge.
- Waldby, Catherine et Melinda Cooper (2015). *Sie nennen es Leben, wir nennen es Arbeit. Globale Bioökonomie im 21. Jahrhundert*. Münster: Edition Assemblage.
- Vandelac, Louise (1981). «“...Et si le travail tombait enceinte???” Essai féministe sur le concept de travail». *Sociologie et Sociétés*, 13 (2), 67-82.
- Warner, Judith (2008). «Outsourced wombs». *The New York Times*, 3 janvier. En ligne: [<https://opinionator.blogs.nytimes.com/2008/01/03/outsourced-wombs/>] (consulté le 3 août 2019).
- Weeks, Kathy (2011). *The problem with work. Feminism, marxism, antiwork politics, and postwork imaginaries*. Durham: Duke University Press.
- Winddance Twine, France ([2011] 2015). *Outsourcing the womb. Race, class, and gestational surrogacy in a global market*. New York: Routledge.
- Wright, Melissa W. (2006). *Disposable women and other myths of global capitalism*. New York: Routledge.
- Zelizer, Viviana ([1988] 1992). «Repenser le marché». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 94, 3-10.